

# Conclusion du Sommet pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le président du Sénat, Madame la présidente de l'Assemblée nationale, Monsieur le ministre d'État, Messieurs les Parlementaires, Madame la Présidente du Congrès de Nouvelle-Calédonie, Monsieur le Président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Madame la Présidente de la province Sud, Mesdames, Messieurs les membres du Congrès, Mesdames, Messieurs, merci d'être là et merci pour ces 10 jours de négociations intenses depuis l'ouverture de ce sommet ici même le 2 juillet dernier.

Je crois que tout le monde a conscience que le travail qui a été fourni ces derniers jours a permis d'obtenir ces dernières heures un accord historique. Je ne vais pas ici être plus long dans mon propos introductif. J'essaierai de conclure cette discussion rapide. Je propose que, et une présentation des choses et de l'accord par chacun dans le même ordre que la première fois, puis je donnerai la parole au Premier ministre, au ministre d'État et puis aux deux présidents de l'Assemblée. Monsieur le Président.

*[Autres intervenants]*

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Il me revient de conclure ce sommet. D'abord, pour à mon tour, vous remercier. Remercier les responsables politiques qui ont conduit les travaux à cet accord, et donc vous toutes et tous. Remercier le Premier ministre et le ministre d'État qui n'a pas compté son temps, son énergie, vous l'avez rappelé, et remercier pour son engagement encore la nuit dernière sans relâche. Remercier l'ensemble des équipes, celle du ministre d'État, présentes et absentes, celle de Matignon, le conseiller spécial du Premier ministre, et celle de l'Élysée. Vous l'avez rappelé, le directeur de cabinet y a passé son temps avec plusieurs de mes collaborateurs et je les remercie très sincèrement. Et puis également, évidemment, remercier le préfet Bastille qui, côté directeur, a tenu la plume et a une affection particulière pour le territoire. Voilà. Que le gouvernement, l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs, et des vôtres aussi, soient dûment remerciés de leur engagement côté du ministre d'État pendant ces dix jours à vos côtés.

Je veux aussi adresser mes remerciements à la présidente Braun-Pivet, au président Larcher, qui ont joué un rôle particulier en allant ensemble de manière inédite aussi sur le territoire et en aidant à ce chemin pour permettre ce sommet. Je vous avais dit la semaine dernière qu'il nous fallait tirer les conclusions des trois référendums, pacifier les choses après ce qui s'était passé il y a un an, et trouver un chemin de stabilité qui permette de tirer les conséquences aussi de ce que nous avons vécu, c'est-à-dire à nouveau éviter l'espèce de diffraction que conduit inmanquablement un nouveau référendum, qu'il soit dans 15, 20, 25 ans, et aborder avec courage les sujets économiques et financiers.

Je considère que les travaux que vous avez menés pendant 10 jours, le chemin que vous avez vous-même repris, vous l'avez rappelé, en prenant vos responsabilités, correspond à ce qui était notre volonté commune. D'abord, sur les questions économiques et financières, et je veux commencer par là, l'avenir de la filière nickel et la nouvelle doctrine qui a été consacrée par la journée de travail sur ce sujet et ce qu'il y a dans l'accord est pour moi une avancée notable. C'est bâtir ensemble une filière nickel rentable qui permette à la Nouvelle-Calédonie de financer son développement avec évidemment des investissements. Qui seront à faire, en particulier, on le sait, sur les infrastructures et l'énergie, mais qui s'inscrivent aussi dans des choix de responsabilité pour que cette filière puisse trouver sa rentabilité et son avenir.

Ensuite, des réformes et l'assainissement des dépenses de fonctionnement, et, ce qui va avec, l'accompagnement en ingénierie-expertise. C'est à ce titre que la mission interministérielle confiée à Madame Durieux aura un rôle tout particulier, un État qui, à l'aune de ces réformes, accompagne aussi financièrement et permettent de trouver le chemin d'une soutenabilité financière de la Nouvelle-Calédonie, et puis la diversification économique. Sur les sujets également d'avenir, le pari de la jeunesse, de la formation, de l'adaptation respectueuse de la coutume à la société calédonienne d'aujourd'hui, de la lutte contre les maux qui la rongent, constituent une combinaison d'enjeux qui peuvent permettre la réconciliation et, je crois, répondent aussi à l'ambition que nous avons en partage.

Je redirai ici l'importance, à mes yeux aussi, du chemin du pardon. Et ce que vous avez fait aussi témoigne d'une capacité à revenir sur le passé. Nous savons qu'il y a encore là aussi du travail. Sur le cadre institutionnel, vous avez inventé un chemin. Et au fond, vous avez, beaucoup mieux d'ailleurs que nous ne l'esquissions il y a 10 jours ici, permis de donner un cadre d'avenir institutionnel pérenne et évolutif, pour reprendre la formule, qui évite à nouveau la fracture. Et au fond, après deux accords et trois référendums, la Nouvelle-Calédonie, par ce que vous avez signé ce matin, ouvre une nouvelle page de son avenir dans un lien serein avec la France. La formule qui en résulte, ça a été rappelée par le ministre d'État est une innovation complète à la hauteur de la complexité de votre territoire. Elle est respectueuse des Calédoniens, de ce d'hier, d'aujourd'hui, de demain, et respectueuse de la République. Et cette formule est celle d'un État de la Nouvelle-Calédonie au sein de l'ensemble national, avec cette loi fondamentale inscrite dans la Constitution. Et elle concilie l'aspiration à l'autodétermination et le lien avec la France d'une manière inédite.

Ce statut est évolutif. Il permettra des transferts de souveraineté dans des domaines régaliens, dans des conditions précises, après un vote à la majorité qualifiée du Congrès, après l'assentiment du peuple calédonien, et donc avec aussi un chemin qui, là aussi, met des règles très claires. Il institue une nationalité calédonienne aux côtés de la nationalité française, qui est un symbole fort, exigeant, qui doit permettre de fonder un destin commun, et en aucun cas de justifier des discriminations. Et le territoire va exercer de nouvelles compétences, en particulier en matière de relations internationales qui doivent lui permettre une meilleure intégration dans son espace régional. Comme ça a été dit aussi, un accord a été trouvé sur le corps électoral qui est agréé par tous et permettra là aussi de repartir de l'avant.

Dès demain, il vous reviendra d'expliquer dans toutes les formations politiques qui sont les vôtres et en Nouvelle-Calédonie cet accord. Et je mesure toutes les difficultés qui sera la vôtre et la responsabilité que vous avez prise. Dès demain, le Gouvernement s'attellera au travail constitutionnel, organique et législatif permettant de donner une réalité à cet accord. Et le travail sera préparé en lien étroit avec le président et la présidente du Sénat et de l'Assemblée nationale pour que, justement, le calendrier soit trouvé pour permettre de décaler, comme c'est d'ailleurs précisé dans la fin de votre accord lui-même, de décaler les élections provinciales, de pouvoir porter la réforme constitutionnelle, puis la consultation populaire, la réforme organique et un nouveau calendrier.

Nous sommes donc à l'aboutissement d'un processus, celui entamé il y a presque 40 ans lors des accords de Matignon et de Nouméa. Et je vous le dis, le chemin que vous avez réussi à construire collectivement est inédit et il force le respect. Il y a 10 jours, en ouvrant ce sommet, je vous ai fait confiance. Une très belle formule d'Emmanuel Lévinas que j'ai souvent citée, qui disait que la confiance, au moment où elle était donnée, devenait le problème de l'autre. Je pense que cette formule n'a jamais été aussi vraie que durant les 10 jours que vous venez de vivre. Mais vous, vous avez fait œuvre de responsabilité, mais surtout, vous avez fait de la politique, au sens noble du terme, c'est-à-dire être en charge du commun, et vous n'avez pas cédé aux facilités du temps. Et à cet égard, je trouve que ce que vous avez collectivement construit force le respect et est un modèle. C'est-à-dire que dans un temps, on veut expliquer que la politique, c'est gagner contre l'autre. Et ce que les référendums nous ont souvent appris, vous avez collectivement montré un exemple qui est que la politique, c'est reconnaître la part de l'autre. Et de là où je suis, je l'ai souvent évoqué avec quelques-uns ici autour de cette table, se pose souvent la question de savoir ce que fait vraiment le Président de la République. Et quand on simplifie le quotidien, on évacue toutes les scories, c'est en effet d'essayer d'aider à retrouver les raisons que nous avons de vivre ensemble. Et vous avez retrouvé à l'issue de ces 10 jours les raisons profondes pour lesquelles vous n'êtes ensemble en ne cédant rien de vos désaccords, de vos histoires, parfois de vos morts, mais en reconnaissant la part de l'autre. Ça a été très bien dit. Et en considérant que c'est ensemble seulement que vous pouvez réussir. Et cela n'a pas de prix.

Ce travail de reconnaissance, c'est la plus grande responsabilité que prennent justement des politiques, parce que c'est la seule qui permet de bâtir un chemin possible à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, mais en fait à l'échelle de la Nation. Et la deuxième chose très importante que vous avez faite, c'est que vous n'avez pas laissé le problème à vos enfants, et qu'il aurait été beaucoup plus simple pour beaucoup d'entre vous de construire un accord précaire et de laisser dans 20-25 ans un problème que vous saviez impossible à résoudre aujourd'hui. Et par le compromis que vous avez bâti, vous avez décidé de prendre vos responsabilités de manière durable. Et de cela, je vous suis aussi très reconnaissant.

Je sais combien vos histoires sont entremêlées et elles sont parfois faites de joie et de drame. Je sais tout ce qui pèse et ce qui remonte au moment de ces accords, mais je suis sûr d'une chose, c'est que vous avez bien fait. Vous avez bien fait. Et de cela, je vous suis très reconnaissant. Maintenant, nous allons continuer ensemble, et vous pouvez compter, vous l'avez compris, sur le Gouvernement, l'Assemblée et le Sénat, et vous pouvez compter sur moi.

Merci.